

I - Programme de l'épreuve orale de leçon.

Le programme des options A (littérature) et B (civilisation) est constitué par le programme des épreuves d'admissibilité de l'agrégation externe :

A - Littérature

- 1 – William Shakespeare. *Twelfth Night; Or, What You Will* [c. 1601]. (Edited by Keir Elam). Londres, Bloomsbury Publishing (The Arden Shakespeare Third Series), 2008.
- 2 – Charlotte Lennox. *The Female Quixote* [1752]. (Edited with Notes by Amanda Gilroy and Wil Verhoeven. Introduction by Amanda Gilroy). Londres, Penguin (Penguin Classics), 2006.
- 3 – Nathaniel Hawthorne. *Nathaniel Hawthorne's Tales*. (Edited by James McIntosh). New York, Norton (Second Norton Critical Edition), 2013 [12 November 2012].
- 4 – Anonyme. *Sir Gawain and the Green Knight* [c. 1400], *A New Verse Translation by Simon Armitage*. Londres, New York, Norton, 2008 ; et le film *The Green Knight*, réalisé par David Lowery, 2021.
- 5 – T.S. Eliot. *Collected Poems 1909-1962*. Londres, Faber, 1963. Du début (*Prufrock and Other Observations*) jusqu'aux *Unfinished Poems*.

B – Civilisation

1 – Mouvements protestataires, contestations politiques et luttes sociales en Grande-Bretagne (1811-1914)

Depuis plusieurs décennies, l'historiographie s'est largement intéressée à l'histoire des mouvements protestataires et des luttes sociales menées en Grande-Bretagne au XIX^e siècle. L'histoire ouvrière, l'histoire dite « par le bas » (*history from below*) ou « populaire » (*people's history*), l'histoire des femmes et du genre ou encore l'histoire de l'empire et de la colonisation, ont, de façon souvent complémentaire, remis en question le récit, construit par l'historiographie whig, d'une nation apaisée, se tenant à l'écart des révolutions du continent et résolvant les conflits par sa culture du compromis. Une autre histoire émerge alors, faite de combats oubliés et de futurs non advenus, de minorités agissantes et de figures résistantes, de contestations de l'ordre social et politique. L'histoire du XIX^e siècle est ainsi façonnée par ce qui fait ici le cœur du sujet : les contestations politiques, les luttes sociales, les combats s'inscrivant dans une perspective d'émancipation plus générale. L'étude de ces multiples mouvements, de nature et de teneur variées, s'étendra sur la période entre 1811, avec le luddisme dans le contexte des guerres napoléoniennes, et 1914, quand l'entrée dans la Première Guerre mondiale met fin à un important mouvement de grèves et de mobilisations politiques.

Si les grandes lignes de l'histoire politique et sociale du pays devront être connues, six thématiques connexes seront tout particulièrement abordées.

Une première thématique est celle du **radicalisme politique et de la « plateforme de masse » (1815-1832)**, une culture contestataire souvent exprimée par le biais de rassemblements publics en plein air. Puisant à la fois dans la culture ouvrière de la Révolution industrielle et dans un héritage révolutionnaire tant national qu'international, ce mouvement met en avant un programme de réforme électorale centré sur le suffrage universel masculin, alors que le corps électoral est restreint. On s'intéressera aux différentes mobilisations des radicaux après la fin des guerres napoléoniennes, au grand rassemblement de St. Peter's Fields à Manchester en 1819 et au massacre dit de « Peterloo », à la place qu'y occupent les femmes, ainsi qu'aux réponses des autorités. On abordera aussi les rapports parfois complexes entre le mouvement pour l'amélioration de la condition ouvrière et celui contre l'esclavage. On se penchera enfin sur les mobilisations de la crise de 1830-1832, alliant classes populaires et moyennes dans les sociétés pour la réforme parlementaire, contre le monopole politique des grands propriétaires fonciers, des Lords et des Tories.

Un second axe concerne le **mouvement chartiste (1838-1858)**, qui a fait l'objet d'un important renouvellement historiographique. Après 1832 et les déceptions suscitées par la réforme électorale et par le nouveau parlement, avec l'adoption de la nouvelle loi sur les pauvres en 1834, un mouvement de masse se développe, centré sur le suffrage universel masculin et la démocratie, et étendant ses revendications au travail,

à l'éducation, à la tempérance ou à la réforme agraire. On s'intéressera en particulier au répertoire de l'action chartiste, à la sociologie et à la géographie du mouvement, aux rapports entre la base et les dirigeants, aux aspects culturels et familiaux du chartisme, à la place des femmes au sein du mouvement, aux journaux et à ce que le chartisme a représenté comme transformation de la culture radicale.

Un troisième axe portera sur **les luttes pour le suffrage des femmes (années 1850-1914)**. Si le suffrage masculin s'étend progressivement en 1867 et 1884, les femmes n'ont pas le droit de vote avant 1918, voire 1928. Là aussi, on étudiera les différentes organisations et personnalités concernées, ainsi que les dynamiques, les formes du militantisme, les répertoires de l'action des suffragistes et des suffragettes. Il semble pertinent d'allier à cette réflexion une mise au point sur les autres combats autour de la condition des femmes y compris l'accès aux professions, la lutte contre les violences conjugales, ou l'opposition aux lois sur les maladies contagieuses. Certaines de ces campagnes, sans pour autant s'apparenter à de véritables mouvements, contribuent à faire avancer la cause des femmes au cours de la période étudiée.

Une quatrième thématique concerne **les luttes ouvrières et syndicales**. On s'intéressera notamment aux formes précoces de l'organisation ouvrière et à la jeunesse du trade-unionisme, jusqu'en 1850, avant la consolidation de syndicats de métiers (années 1850-1880) puis de syndicats regroupant des ouvriers non-qualifiés (1880-1914), et enfin celle du Parti travailliste. Les formes de la lutte ouvrière, depuis les bris de machines des luddites (1811-1816) en passant par les émeutes agraires (*Swing Riots*, 1830-1832), les grèves de travailleurs « non qualifiés » au tournant des années 1890, jusqu'à la grande vague de grèves des années 1910-1914, seront analysées. Les liens internationaux des organisations seront également abordés, en portant une attention particulière à l'Association internationale des travailleurs (1864-1872), à l'Internationale ouvrière (1889-1914), ainsi qu'aux circulations militantes et aux solidarités transnationales.

En lien avec la question des luttes ouvrières et syndicales, on se penchera, dans un cinquième axe, sur **l'émergence et les transformations du socialisme**. Tout au long de la période étudiée, en réaction aux ravages sociaux du capitalisme industriel et financier, des contestataires de l'ordre établi ont réfléchi à une autre organisation sociale. Si avec Robert Owen le socialisme britannique puise ses origines dans la philanthropie plutôt que dans le mouvement ouvrier, il lui a ensuite souvent été lié. Quelles formes ont pris les projets de société ? On s'intéressera à la dimension théorique de ces réflexions, mais surtout aux dynamiques, au militantisme, à l'influence des organisations socialistes, ou encore syndicalistes révolutionnaires, en lien avec les luttes ouvrières au début du XX^e siècle.

Enfin, tout au long du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne construit un Empire colossal. Cette expansion impériale est critiquée, voire contestée, par des minorités en métropole. Nous nous intéresserons, dans un sixième axe, au **mouvement pour l'abolition de l'esclavage** qui atteint son apogée pendant les années 1820 et 1830, ainsi qu'au **soutien métropolitain apporté aux luttes nationalistes des pays colonisés** (Inde et Irlande, par exemple) qui prennent de l'ampleur à la fin du XIX^e siècle. Les mouvements d'opposition à la guerre des Boers, la formation d'une gauche anti-impérialiste et de courants pacifistes au début du XX^e siècle seront également examinés.

Sur chaque thématique, les candidats devront maîtriser les grandes lignes de l'historiographie, les cadres généraux et la chronologie, et connaître des parcours individuels. Pour chaque période, les spécificités de l'Ecosse et du pays de Galles, ou encore des populations immigrées comme les Irlandais, devront également être prises en compte, tout comme les circulations d'idées et de pratiques avec le continent européen, les États-Unis, ou l'Empire colonial. Par son étendue à la fois temporelle et thématique, cette question appelle donc à une maîtrise des différents mouvements et de leurs spécificités, ainsi que des multiples tensions et croisements entre ceux-ci. Ils devront donc être étudiés dans leurs interactions respectives (trade-unionisme et radicalisme, radicalisme politique et suffragisme, luttes ouvrières et socialistes, socialisme et anti-impérialisme, par exemple). Les candidats veilleront à éviter l'écueil d'évaluer les mobilisations à l'aune de leurs succès ou échecs supposés, ou de façon téléologique dans la perspective d'une marche inéluctable vers le progrès, l'émancipation ou la démocratie. Chaque mouvement devra être considéré dans son contexte politique, social et économique particulier. Ses caractéristiques culturelles, sociologiques et idéologiques devront être connues, en évitant toute essentialisation ou simplification.

2 – Les États-Unis et l'Amérique latine, de Franklin D. Roosevelt à Barack Obama, 1933-2017

Le sujet proposé porte sur les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine, entre 1933, lorsque Franklin D. Roosevelt érige sa Politique de bon voisinage, renforçant ainsi l'initiative de son prédécesseur républicain, et 2017, après les efforts de Barack Obama pour normaliser les relations avec Cuba. La période couvre donc trois grands moments historiques : avant, pendant et après la guerre froide. Une attention toute particulière sera portée tout au long de la période étudiée à ce que l'on a appelé « l'arrière-cour » des États-Unis (Mexique, Amérique centrale, Caraïbes), considérée par Washington comme sensible pour sa sécurité, d'où les multiples interventions dans la région. Les flux, légaux ou illégaux (économiques, commerciaux, migratoires), entre les deux zones y sont également historiquement étroits. Par contraste, les relations avec les pays d'Amérique du Sud, de la Colombie au Chili à l'Ouest, du Venezuela à l'Argentine à l'Est, apparaissent plus distantes, et n'occupent une place centrale qu'en cas de menace stratégique, comme ce fut le cas pendant la guerre froide (notamment Chili, Brésil et Argentine) ou, plus tard, dans la lutte contre le narcotrafic (Colombie notamment).

Si Washington détermine le plus souvent la teneur des relations avec l'Amérique latine, nombreux sont les exemples d'initiatives prises par les présidents latino-américains et suivies ou renforcées par les États-Unis. La permanence de la posture stratégique états-unienne sur le long terme, en dépit de variations circonstancielles, sera analysée à partir de plusieurs concepts clés : celui de « *Western Hemisphere* » et d'unicité des Amériques ; les concepts de sécurité, d'hégémonie, d'asymétrie, d'unilatéralisme et de multilatéralisme, de « *regime change* », d'antiaméricanisme, de modernisation, d'interdépendance et, pour la fin de la période, de multipolarité.

D'un point de vue historiographique, on distinguera particulièrement trois écoles : « l'establishment » ou l'interprétation « traditionnelle », qui tend à mettre l'accent sur la sécurité comme principale origine des décisions de Washington ; les « révisionnistes », qui insistent sur la primauté des intérêts économiques et voient la relation avec l'Amérique latine comme impérialiste ; enfin, plus récente, l'approche « internationaliste » s'intéresse à tous les acteurs, états-unis, latino-américains mais aussi, le cas échéant, soviétiques, et relativise le poids de l'hégémon états-unien.

A. Les enjeux sécuritaires et démocratiques

Dominant les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine depuis la doctrine de Monroe (1823), la sécurité marque l'intégralité de la période étudiée. Sous la houlette de Washington, malgré quelques vicissitudes, la coopération élaborée lors de la Deuxième Guerre mondiale (accords de défense et de sécurité, coopération militaire et économique) jette les bases de la future organisation interaméricaine au début de la guerre froide. Les États-Unis mettent alors en place une architecture de sécurité (traité de Rio, Organisation des États américains, traités bilatéraux d'aide militaire, École des Amériques...), puis n'hésitent pas à intervenir, directement ou indirectement, pour démettre tout régime proche de Moscou ou susceptible de le devenir, ou bien empêcher son arrivée au pouvoir. C'est le cas au Guatemala (1954), à Cuba à partir de 1961, au Brésil (1964), en République dominicaine (1965), au Chili (1964-73), au Nicaragua et plus généralement en Amérique centrale dans les années 1980, ainsi qu'à la Grenade (1983). Les ressorts de ces interventions, déterminants intérieurs et extérieurs, processus de prise de décision à Washington, conséquences, seront à considérer. L'intervention au Panama, en 1989, est la seule à ne pas être liée à la lutte contre l'expansion communiste. Si Washington soutient des dictatures militaires peu respectueuses des droits de l'homme mais perçues comme alliées dans cette lutte jugée prioritaire, la promotion de la démocratie, souvent éclipsée par l'anticommunisme, n'est cependant pas absente (Alliance pour le Progrès, politique des droits de l'homme [1975-1980], aide aux mouvements démocratiques). Elle deviendra l'une des priorités de la politique latino-américaine des États-Unis et le cœur de l'action de la communauté cubaine-américaine dans l'après-guerre froide. C'est également au nom d'une vision démocratique des relations interaméricaines que Carter signe les traités cédant à terme la gestion et la défense du canal au Panama (1977). Sur toute la période, on prêterait une attention particulière à la relation avec Cuba dont la Révolution castriste, au pouvoir dès 1959, a conditionné l'essentiel de la politique des États-Unis dans la région, au nom de « Plus jamais d'autres Cuba ».

La chute de l'URSS semble marquer la disparition de la menace exogène dans les Amériques. La lutte contre la production, le trafic de drogue, et la violence afférente devient alors l'un des axes prioritaires de Washington sur le continent et impacte la gestion de la frontière avec le Mexique. Des programmes de sécurité et de

« guerre » contre le narcotrafic tels que l'Initiative andine, le Plan Colombie, l'Initiative Mérida et ses déclinaisons, ou CARSI en Amérique centrale, ponctuent toute la période 1989-2017.

La menace extracontinentale réapparaît cependant au XXI^e siècle. Les attentats du 11 septembre amènent à resserrer la coopération en termes de renseignement et d'antiterrorisme ; enfin, la Chine effectue une telle percée sur le continent qu'elle devient pour les États-Unis un véritable rival stratégique. C'est le retour de la doctrine de Monroe et, pour Washington, un nouveau défi.

B. Relations économiques, développement, politiques migratoires

Ces aspects accompagnent le plus souvent les politiques sécuritaires. Ainsi, le programme migratoire Bracero (1942-1964) permet à l'économie américaine de maintenir sa production pendant l'effort de guerre. Les migrations émanant de pays marxistes ou susceptibles de le devenir sont instrumentalisées. L'exode cubain vers les États-Unis devient ainsi une arme de propagande pendant la guerre froide. Des politiques supplétives sont renforcées ou mises en place pour favoriser le développement, perçu comme facteur de résistance au communisme international (commerce —« *trade, not aid* »—, programmes d'aide, Alliance pour le Progrès, Peace Corps, et plus généralement actions de l'Agence pour le développement international). Dès 1990, des mesures tentent d'aider certains pays via leur population en situation irrégulière aux États-Unis (*Temporary Protected Status*) ; plus tard, Washington élabore une approche holistique pour réduire les flux migratoires, notamment depuis les pays du Triangle Nord (Guatemala, Honduras, Salvador, 2014-2017).

Par ailleurs, les mesures différenciées prises à l'encontre des pays expropriant des compagnies américaines (par exemple Mexique, 1938 ; Guatemala, 1952-54 ; Cuba, 1960-62 ; Pérou, 1968-69 ; Chili, 1970-73) peuvent être interprétées à l'aune du risque politique perçu par Washington.

Pour résoudre les difficultés économiques endémiques de l'Amérique latine, Washington prône la privatisation, la mise en concurrence ainsi que le libre-échange, incarné dès 1992 par l'Accord de libre-échange nord-américain, suivi d'accords bilatéraux (Chili, Colombie, Panama, Pérou) ou régionaux (CAFTA-DR avec l'Amérique centrale et la République dominicaine). Au XXI^e siècle, les Sud-Américains se tournent ostensiblement vers d'autres partenaires, dont la Chine. Les États-Unis « perdraient »-ils l'Amérique latine ?

C. Les acteurs

Rares sont les présidents qui ont mis en place une politique spécifique et structurée à l'égard de l'ensemble de l'Amérique latine, la plupart réagissant au gré des événements, le plus souvent en fonction du contexte international. Outre le président, on prêterait attention à l'influence de certains responsables des affaires latino-américaines, à la Maison Blanche ou au département d'État, ainsi qu'aux différents départements concernés et aux actions de la CIA. On s'intéressera également aux rapports (par exemple Rockefeller, 1969 ; Linowitz, 1974 et 1976 ; Kissinger, 1983) qui ont pu influencer la politique de l'exécutif.

Si l'idéologie des présidents et de leurs conseillers est soumise à de multiples contraintes imposées par les circonstances, il existe des différences notables entre ceux ayant perçu l'Amérique latine principalement au travers d'un prisme sécuritaire, et ceux qui ont tenté une approche holistique (Roosevelt et Kennedy dans une certaine mesure, Carter, Obama). Ces nuances idéologiques seront prises en compte dans l'analyse des relations.

Le système états-unien de pouvoirs et contre-pouvoirs et de démocratie pluraliste conduit également à s'intéresser au Congrès, où les débats permettent d'éclairer les enjeux pour la politique américaine et de révéler le jeu des influences. Le Congrès a pris des initiatives importantes guidant les relations interaméricaines, par exemple en matière d'expropriations, de droits de l'homme, de limites à toute intervention au Nicaragua (1982-1984), de lutte contre le narcotrafic, ou bien à l'égard de Cuba, entravant parfois la volonté de l'exécutif.

Afin de restreindre le périmètre d'étude, on limitera l'analyse aux acteurs états-uniens au plus haut niveau politique, essentiellement l'exécutif et le Congrès. Selon les circonstances, des syndicats, des ONG, des fondations, des chambres de commerce, l'Église catholique ou d'autres groupes religieux, pour ne citer que quelques exemples, ont pu influencer l'action gouvernementale, œuvrer avec ou contre elle. Il importe de tenir compte de cette dimension plus complexe, même si elle ne constitue pas le cœur du sujet.

Zone d'influence majeure des États-Unis, où s'exercent tous les ressorts de leur puissance mais aussi leurs faiblesses, l'Amérique latine, « étranger proche », reste étroitement liée à leur histoire politique et sociale. Unissant politique étrangère et déterminants intérieurs, l'étude de ces relations entre Nord et Sud sur le temps long permet de mieux appréhender la réalité et les débats de l'Amérique d'aujourd'hui.

Le programme de l'option C (linguistique) est celui des épreuves d'admission de l'agrégation externe :

C – Linguistique

Leçon :

Dans le cadre du programme ci-dessous, il est demandé au candidat de répondre à une question d'ordre théorique ou de discuter une ou plusieurs affirmations de linguistes tout en illustrant son argumentation à l'aide d'exemples tirés d'un corpus d'anglais contemporain qui lui sera fourni lors de la remise du sujet. Des connaissances théoriques sont attendues.

La structure informationnelle de l'énoncé

II - Épreuve hors programme en anglais.

Lors de la préparation de l'épreuve, les candidats auront à leur disposition :

- des dictionnaires unilingues anglais et américain.
- *The Encyclopaedia Britannica* DVD ROM, Ultimate edition, 2015.

N.B. Les éditions sont données à titre indicatif.